

R E S P O N S A B L E

Utilisons les moyens à notre disposition pour changer la philosophie de la commande publique du Conseil départemental

Une commande publique départementale responsable qui favorise l'insertion sociale et promeut l'économie sociale et solidaire

- Facilitons l'insertion sociale et professionnelle des publics éloignés de l'emploi, via le dispositif des clauses sociales notamment en matière de services.
- Facilitons l'insertion sociale et professionnelle des publics éloignés de l'emploi, via le recours aux marchés réservés au secteur du handicap.
- Promouvons l'économie sociale et solidaire. Encourageons les achats de produits issus du commerce équitable.

Une commande publique départementale durable qui participe à la transition énergétique, au maintien de la biodiversité et à l'économie circulaire

- Construisons des collèges ou extension exemplaires en matière de développement durable.
- Mettons en œuvre dans nos achats les prescriptions du schéma directeur énergie.
- Achetons des véhicules économes et peu polluants.
- Achetons de l'énergie écoresponsable.
- Réduisons nos déchets pour intégrer l'économie circulaire.
- Achetons des fournitures et des services respectueux de l'environnement.

Une commande publique départementale performante qui simplifie et facilite l'accès des opérateurs économiques et favorise la transparence

- Simplifions l'accès des PME et TPE à la commande publique.
- Étudions les possibilités de mutualisation des achats.

CONTRE-BUDGET 2019 CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU MORBIHAN



Jeunesse

Solidarité

Développement local

Priorité à l'investissement !

ÉDITO



Bruno BLANCHARD



Karine RIGOLE



Gaëlle LE STRADIC



Laurent TONNERRE



Florence PRUNET



Guénaél ROBIN



Christian DERRIEN



Ghislaine LANGLET

Comment financer nos propositions ?

Une prévision budgétaire sincère, permet d'anticiper des recettes de fonctionnement supérieures d'au moins 10 millions d'euros.

Que voulons-nous pour notre département ? C'est bien à cette question que nous devons répondre au moment de voter le budget 2019.

Nous regrettons le choix de la majorité de rembourser rapidement une faible dette, plutôt que d'investir. Entre 2014 et 2017, ce sont 32 millions d'euros en moins d'investis pour le développement de nos territoires.

Une bonne gestion ne se résume pas à faire des économies, mais c'est aussi l'utilisation à bon escient de nos ressources. Et nous en avons ! Alors soyons audacieux, remettons les habitants au cœur de nos préoccupations.

Nous pouvons investir 10 millions d'euros supplémentaires sans affecter la santé financière de notre collectivité. Nous proposons de donner la priorité aux investissements de renouvellement, pour la performance énergétique et l'amélioration du patrimoine. Il reste beaucoup à faire, en particulier dans les collèges.

En matière de fonctionnement, nous avons la possibilité de faire mieux en respectant les contraintes budgétaires imposées par l'État. Les services du département doivent pouvoir remplir leurs missions de manière satisfaisante, il faut donc des moyens. Les besoins de la population évoluent, les services doivent le faire également mais pas toujours avec moins !

Le milieu associatif, qu'il soit sportif ou culturel, doit être soutenu plus conséquemment. En matière sociale, il nous faut inventer de nouvelles façons de faire pour favoriser l'essor d'alternatives à l'EPHAD ; il faut créer une ligne d'innovation sociale pour permettre l'éclosion de nouvelles initiatives en matière d'insertion, de protection de l'enfance.

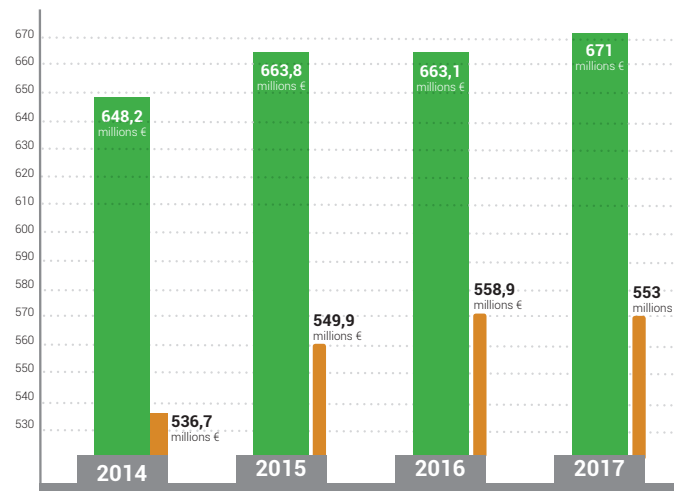
Le développement harmonieux des territoires doit guider notre action politique. Nous ne pouvons laisser des zones isolées qu'elles soient rurales, iliennes ou urbaines ! Pour ce faire, nous pouvons nous appuyer sur de nouvelles pratiques issues de l'Économie Sociale et Solidaire : répondre aux besoins en relocalisant les réponses, en favorisant la proximité des services. Prenons le risque d'expérimenter !

Enfin, développons une politique emblématique envers la jeunesse. Misons sur l'avenir, nous ne le regretterons pas !

Le Département a des marges de manœuvre !

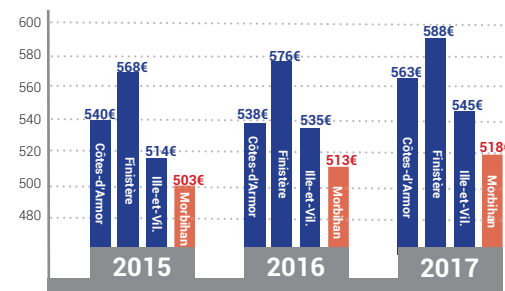
Le Département a des marges de manœuvre, grâce aux recettes qui ont augmenté plus fortement que les dépenses. Parallèlement, le Département a moins investi que ce que ses capacités lui permettaient, et s'est contenté du minimum légal en matière de solidarités.

La dynamique fiscale a permis d'avoir des recettes croissantes



Recettes réelles de fonctionnement (recettes issues de la fiscalité, dotations de l'État, droits de mutation)
Dépenses réelles de fonctionnement (actions publiques : solidarité et action sociale, routes, éducation...)

Pendant de nombreuses années, le Morbihan s'est contenté du minimum légal en matière de solidarités



Dépenses d'action sociale, santé, logement - En euro par habitant
 Direction régionale des finances publiques

Des coupes sombres et moins d'investissements

- ✗ Chute de l'investissement annuel de 32 millions d'euros entre 2014 et 2017
- ✗ 5 millions d'euros en moins pour les associations entre 2015 et 2017

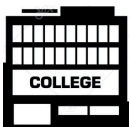
1. Priorité à l'investissement !

Il reste beaucoup à faire en Morbihan en matière d'investissement. Nous proposons d'abonder de 10 millions d'euros le montant actuel d'investissement, pour apporter des réponses très concrètes.



Créer un plan d'investissement pour la transition écologique

C'est une nécessité, et une opportunité pour les bâtiments départementaux y compris les collèges et les bâtiments culturels. Des économies d'énergie seront réalisées.



Rénover les collèges qui en ont besoin

De nombreux collèges nécessitent des travaux (isolation, remplacements de chaudières...), comme le collège GUILLEVIC de Saint-Jean-Brévelay.



Investir dans les structures médicosociales

Nous ne pouvons pas rester dans la situation actuelle, il faut des décisions concrètes, notamment pour le foyers de vie.

2. Solidarité

Notre rôle est d'anticiper les besoins de solidarité et de favoriser l'innovation sociale, en créant une culture de la participation avec les acteurs du Morbihan.

- Assurer un service de proximité sur l'ensemble du Morbihan
- Accentuer les actions collectives de prévention des équipes
- Co-construire les politiques avec les acteurs, faire un diagnostic partagé des besoins
- Anticiper les besoins pour les mineurs non accompagnés en assurant une transition vers la majorité et permettre une prise en charge optimale.

3. Développement local

Entreprenons une démarche volontariste en matière d'économie sociale et solidaire. Il s'agit de promouvoir une économie qui a du sens, qui est au service des territoires en s'appuyant sur des valeurs fortes : utilité sociale, solidarité, activités non délocalisable. Soutenons et associations cette dynamique à une l'agriculture durable, au bénéfice des territoires urbains et ruraux.



L'ESS entrecroise la solidarité, la cohésion territoriale, l'innovation et l'engagement citoyen, 4 thématiques relevant des compétences du Département.

- Inscrivons une ligne d'innovation sociale et faisons appel à de nouvelles manières de faire pour répondre aux besoins non satisfaits des Morbihannais : maintien à domicile, accueil des mineurs non accompagnés, territoires Zéro Chômeurs, habitat partagé...
- Conventionnons avec la région Bretagne comme l'ont déjà fait les 3 autres départements bretons, pour soutenir toutes les agricultures
- Mettons en œuvre une politique d'alimentation bio, locale et de zéro gaspillage dans nos collèges.

4. Jeunesse

Développons et créons une ambition politique en faveur de la jeunesse, qui est un enjeu d'avenir.



- Accompagnons les projets portés par les jeunes et créons un PASS Culture !
- Soutenons les associations en priorisant les actions culturelles, sportives, citoyennes envers les jeunes
- Formons des citoyens, en créant un **Conseil départemental des jeunes** avec un budget pour mettre en œuvre des actions
- Sacralisons notre soutien à l'enseignement supérieur en Morbihan